

Le rôle structurant des guerres dans la genèse de l'humanitaire communiste

Axelle BRODIEZ

CNRS-LARHRA

axelle.brodiez@ish-lyon.cnrs.fr

Appuyé sur un travail de thèse¹, ce papier vise à retracer la naissance et la structuration de l'humanitaire communiste, incarné par le Secours populaire français.

Bien connue aujourd'hui comme grande association humanitaire, présente en France et à l'étranger, agissant par l'urgence comme par le développement et revendiquant un fichier d'un million de donateurs, le Secours populaire est à l'origine une organisation de masse du conglomérat communiste, née du giron moscovite en 1923 sous le nom de « Secours rouge international, section française », spécialisée dans la solidarité matérielle, morale et juridique aux militants communistes du parti (PCF) et du syndicat (CGTU-CGT). Elle acquiert dans l'entre-deux-guerres une certaine renommée dans le monde communiste et se mue en 1936 en « Secours populaire de France et des colonies ». Interdite et décimée durant la guerre au titre d'organisation communiste, elle renaît en 1945 en « Secours populaire français » (SPF), croît spectaculairement à la Libération (180.000 membres en 1945) puis subit une décrue drastique durant la Guerre froide (7.000 membres en 1952). C'est finalement l'arrivée en 1955 d'un nouveau secrétaire général et l'adoption d'une nouvelle identité, sociale et apolitique, qui ré-enclenchent une croissance nouvelle et cette fois durable.

L'humanitaire, et en particulier l'humanitaire de guerre, est nodal pour comprendre ce revirement quantitatif et dans les rapports au parti : on montrera ici comment la guerre catalyse et structure, au Secours populaire, le passage du communisme à l'humanitaire et du partisan à l'apolitisme revendiqué, et ce bien avant que l'humanitaire ne soit socialement consacré ; comment l'idéologie et la pratique humanitaires ont été les leviers d'une transformation profonde de l'intervention communiste sur le terrain de guerre, et le socle de la mue identitaire de l'association. Avec plusieurs questions sous-jacentes : doit-on parler, dans le cas du SPF, d'une réelle sortie du giron communiste, ou bien d'invention d'un humanitaire communiste ? Dans le second cas, comment parler d'humanitaire communiste dès lors que l'humanitaire est « une idéologie morale et neutralisée »², qui ne saurait faire de distinction entre les victimes et ni avoir de couleur politique ? La genèse de cet humanitaire sera suivie à travers trois grands conflits, les guerres d'Espagne, d'Algérie et du Vietnam.

La guerre d'Espagne, proto-humanitaire communiste

Depuis sa création, le Secours rouge est centré sur la la solidarité morale, matérielle et juridique aux victimes de la répression : « victimes de la terreur blanche » dans pays de l'Est, militants syndicalistes emprisonnés ou inculpés, etc. ; soit une solidarité très orientée politiquement et fermement combattante. Or le changement de contexte politique en 1934, qui induit une ouverture nouvelle Parti communiste après la phase de repli de la bolchévisation, se répercute sur les organisations de masse. En 1936, le Secours « rouge » devient « populaire », mettant sous le boisseau sa couleur politique pour ratisser au plus large à gauche ; au sein du conglomérat communiste mondial, le Secours ouvrier international, d'orientation sociale, disparaît au profit du Secours rouge international et, par ricochet national, le tout nouveau Secours populaire récupère les activités de solidarité sociale et apolitique. Dans son entreprise de pénétration sociétale, le PCF cherche désormais à faire de son Secours populaire la plus grande des organisations françaises de solidarité, en tentant d'absorber la Ligue des droits l'Homme et en concurrençant les associations dites « charitables » sur leur propre terrain.

Dès 1934, la guerre d'Espagne est le catalyseur et l'emblème de cette ouverture, avec la naissance d'un proto-humanitaire communiste. Une nouvelle répartition des tâches se fait au sein du conglomérat : tandis que le PCF prône l'action politique et militaire, sur fond de

1 Axelle Brodiez, *Le Secours populaire français, 1945-2000 : du communisme à l'humanitaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006.

2 Pascal Dauvin, Johanna Siméant et CAHIER, *Le travail humanitaire. Les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002. p. 37.

discours offensif (« *Des canons, des avions pour l'Espagne !* »), il délègue à ses organisations de masse (Secours populaire, Union des femmes françaises (UFF), Union des jeunes filles de France (UJFF), ...) un rôle bien différent mais très complémentaire, celui de développer des pratiques humanitaires sans toutefois en adopter la posture idéologique de neutralité – d'où le choix du terme « proto-humanitaire » pour cette période.

Dans une première phase (1934-1937), l'heure est aux actions unitaires avec les socialistes. Dès la répression des Asturies (1934), des « comités populaires » et des « commissions de solidarité » sont créés, avec un large soutien des partis et organisations du Rassemblement populaire, pour développer un ersatz de solidarité du Front populaire au *Frente popular*. Pour les combattants, on collecte de l'argent, on envoie des chirurgiens, des infirmières et des médecins ; on achète un avion et du matériel sanitaires. Pour les victimes civiles, il s'agit surtout de collectes matérielles de vêtements et de nourriture (sucre, lait, œufs, lainages, pansements, etc.). Dès août 1936, l'aide aux réfugiés espagnols se manifeste notamment par l'accueil d'enfants espagnols dans des familles françaises.

Dans une seconde phase, avec la rupture du Front populaire et le vif refus de la Ligue des droits de l'Homme de se laisser absorber par le Secours populaire, les actions sont recentrées sur le conglomérat communiste mais deviennent aussi plus axées sur les victimes civiles (vieillards, femmes, enfants). L'UFF et l'UJFF collectent du lait et organisent des « journées de la ménagère », le SPF monte les opérations « des crayons pour l'Espagne » ou « pain-lait-santé », collecte en faveur des blessés et lance des appels aux médecins. Les actions portent également sur les réfugiés : poursuite de l'accueil d'enfants dans des familles françaises, soutien aux réfugiés parqués dans les camps frontaliers avec force dénonciation des conditions « intolérables » et organisation de campagnes pour y faire construire des installations médicales, sanitaires et scolaires.

L'action du Secours populaire durant la guerre d'Espagne contraste donc avec celle du PCF, beaucoup plus axée sur l'envoi d'armes et l'aide aux combattants : la solidarité est quasi continue, avant tout axée sur les victimes civiles et se matérialise par des pratiques humanitaires (envoi de médicaments et d'équipes médicales, de vivres et de vêtements). Elle prend de surcroît des formes spectaculaires : envoi de bateaux (octobre 1936, janvier puis juin 1937) puis de caravanes de camions (de la fin 1937 à l'été 1938), puis d'un nouveau bateau en mai 1938 suite aux bombardements des camions. Il n'y a cependant alors aucun principe de neutralité : les actions sont en soutien affiché à l'Espagne républicaine, et elles s'accompagnent parallèlement de conférences de dénonciation-sensibilisation, sur le type de la propagande communiste classique. Couplées aux actions du PCF et des Brigades internationales, elles constituent un système cohérent et polyvalent qui permet la prolongation de la résistance démocratique au fascisme.

Ces actions à caractère proto-humanitaire disparaissent ensuite, enterrées par un double contexte : la Secours guerre mondiale d'abord, qui engendre la dissolution de l'association et son entrée dans la clandestinité, et la Guerre froide ensuite, nouvelle phase de repli et de sectarisme durant laquelle le Secours populaire se recentre sur des pratiques très politiques et sur une solidarité juridique et morale plus que matérielle.

La guerre d'Algérie, premiers pas humanitaires

La mort de Staline (1953) et la détente du contexte international entraînent le PCF dans une nouvelle phase d'ouverture. Parallèlement, la direction du Secours populaire change en 1955 ; le nouveau secrétaire général, Julien Lauprêtre, est très marqué par les actions durant le Front populaire et la guerre d'Espagne, et sa politique consiste à rendre à l'association l'identité plus ouverte et sociale qu'elle avait alors, à rebours du repli politique de Guerre froide. Son exceptionnelle longévité à la tête de l'association – il est toujours président aujourd'hui – permet de concrétiser ce projet sur la durée.

A nouveau, cette phase d'ouverture coïncide avec une guerre, cette fois les opérations dites « de maintien de l'ordre » en Algérie. Dans un premier temps, le SPF tente de réactiver les pratiques d'aide à l'Espagne républicaine : envoi de bateaux aux Noëls 1954 et 1955 (colis de vivres et vêtements destinés aux emprisonnés politiques et à leur famille), caravanes de camions au printemps-été 1955. Les difficultés administratives rencontrées à chaque acheminement conduisent toutefois à réorienter la solidarité vers le juridique, pour éviter que ne soient trop bafoués les droits élémentaires de la défense des militants indépendantistes. De

1955 à 1959, l'essentiel de l'action consiste donc en pont aérien d'avocats, présence constante dans les tribunaux militaires, et parallèlement sur le terrain métropolitain en défense des soldats réfractaires.

Ce n'est qu'à partir de 1960 que réapparaît l'humanitaire, dans un contexte de relatif consensus en France sur l'indépendance de l'Algérie, de moindres besoins en solidarité juridique et d'achèvement des campagnes en faveur des soldats réfractaires. Ainsi, le SPF considère avoir accompli sa mission « d'éclairer l'opinion » pour, « déchargé d'une lourde tâche, [pouvoir désormais] consacrer des efforts accrus à l'œuvre humanitaire qui constitue un autre aspect de sa mission »³. L'aide porte dès lors principalement sur les camps de regroupement aux frontières de l'Algérie (Maroc et Tunisie), où l'urgence est à la survie alimentaire immédiate. Les actions sont surtout destinées aux enfants : à la frontière marocaine, le SPF organise des parrainages de « maisons d'enfants » orphelins, d'hôpitaux et d'écoles, par des collectes de vivres, vêtements, savon, lait, antibiotiques, antituberculeux, antiparasitaires, antiseptiques, etc. ; à la frontière tunisienne, il fait acheminer en 1961 un nouveau bateau de médicaments, vivres et vêtements en faveur des enfants algériens réfugiés, et offre des voitures-ambulances au Croissant-Rouge algérien à Rabat pour le transport des blessés de la frontière.

La mobilisation ne cesse pas suite aux accords d'Evian : contre la politique de terre brûlée menée par l'OAS et face à une situation médicale dramatique, l'organisation lance un appel national aux médecins pour collecter médicaments, matériel anesthésiant et chirurgical, et recruter des volontaires. Cette campagne reçoit un soutien constant de la gauche (PCF et congrégat communiste, SFIO, ...), permettant fin juin 1962 l'achat de 12 tonnes de médicaments, des instruments de chirurgie, des appareils de réanimation et de transfusion ; 60 chirurgiens, médecins, transfuseurs et infirmières se rendent dans les casbahs et le bled.

Ainsi, de 1960 à 1963, le Secours populaire tend à s'ériger en principale, voire seule organisation humanitaire légitime de gauche, en l'absence d'organisation socialiste. Nouveauté au regard de la guerre d'Espagne, les pratiques humanitaires sont cette fois doublées d'une rhétorique de neutralité. Celle-ci devient caractéristiques de toutes les actions du SPF dès les années 1960 : il s'agit ne plus prendre position sur les *causes* des drames, qui par essence divisent, mais de se concentrer sur les *conséquences*, bien plus consensuelles. Cette nouvelle rhétorique envahit jusqu'au positionnement sur le conflit, qualifié dès décembre 1954 de « guerre » et qui devient en 1957 un « drame ».

Le Vietnam, ou la revendication d'un positionnement humanitaire

La guerre du Vietnam constitue un nouveau test pour l'identité humanitaire en gestation de l'association, car contrairement à la guerre d'Algérie, guerre de décolonisation, il s'agit d'un conflit à dominante idéologique Est-Ouest qui devrait logiquement contraindre le SPF à suivre le positionnement de son organisation matricielle. Or pour la première fois, le SPF se désolidarise du PCF au profit de son identité humanitaire.

Dès juin 1964, le PCF demande à ses organisations de masse de mener campagne pour la fin de l'intervention américaine au Vietnam. Quasi toutes obtempèrent : UFF, Jeunesse communiste, CGT, Mouvement de la Paix, ... Seul le SPF refuse de s'engager aux côtés du congrégat, visant au contraire un basculement de son centre de gravité pour « rechercher avec toutes les associations de solidarité et de charité les moyens pour soulager les innocentes victimes de ce terrible fléau ». Un rapprochement est tenté auprès du Secours catholique, de la CIMADE, de l'Armée du Salut et de la Croix-rouge, mais sans succès. En juillet 1965, l'organisation entame donc son action en solitaire, par des collectes pour l'achat de médicaments et d'ambulances « qui permettront de secourir des femmes et des enfants vietnamiens ». Aucune action n'est prévue pour l'aide aux combattants et l'association se refuse à toute prise de position politique. Devant ce refus de l'instrumentalisation de l'action humanitaire à des fins politiques, le PCF se trouve dès lors contraint de réorganiser les tâches au sein du congrégat et délègue au Mouvement de la Paix, plus docile, celles qu'il confiait avant au SPF : collectes de médicaments et d'instruments de petite chirurgie, organisation d'un « comité de paix des médecins », etc.

De 1965 à la fin 1967, le Secours populaire ne cesse de collecter pour l'achat d'ambulances –

3 *La défense* (journal de l'association), mars 1959. Il s'agit de la première apparition du terme « humanitaire ».

17 au total –, revendiquées comme le nouvel « emblème » de l'association. Il fait également envoyer des antibiotiques, du plasma sanguin, du matériel chirurgical, des médicaments, ... Comme durant la guerre d'Algérie, le conflit est qualifié de « drame » ou de « tragédie » ; il n'y a pas de prise de position pour un camp mais « pour la paix ». Le Secours populaire se revendique pleinement « œuvre humanitaire », au chevet « des innocentes victimes, femmes, vieillards, enfants ».

Pour autant, il accepte de participer à l'opération « Un bateau pour le Vietnam » lancée par le PCF fin octobre 1967, qui ne compte quasi que des organisations du conglomérat. Mais il ne cache pas ses réticences face au texte de l'appel, qui affirme le soutien au « peuple vietnamien dans sa lutte héroïque pour l'indépendance de son pays, la liberté et la paix », alors que l'association se refuse toute prise de position sur l'issue politique du conflit. Il y fait charger des médicaments (antibiotiques, aspirine), pansements, coton, petit matériel chirurgical, vivres et vêtements. Autre signe d'une proximité persistante au conglomérat, il remet toujours, jusqu'en 1967, le produit de ses collectes à la Croix-Rouge nord-vietnamienne ; ce n'est qu'à partir de 1968 que des actions sont entreprises en faveur des enfants du Sud-Vietnam, suite au rapport de l'association Terre des hommes.

La guerre du Vietnam provoque donc une scission ouverte du conglomérat. D'un côté, le PCF et la plupart des organisations de masse (Mouvement de la Paix, UFF, CGT, JC) tiennent un discours d'autant politisé qu'il s'agit de s'imposer face à une extrême-gauche très en pointe ; d'un autre, le SPF s'ancre dans le médical caritatif et refuse de toute prise de position politique, suscitant dans le monde communiste une incompréhension non dénuée de tensions. En fait, l'organisation recherche un positionnement politique le plus discret possible, pour concilier sa nouvelle identité humanitaire et son identité historique d'organisation de masse :

« Ca m'a valu quelques difficultés avec mes responsables [i.e. les dirigeants du PCF, NdA], parce qu'ils disaient : « Tu ne fais rien, t'es neutre ». Je disais : « Non, je suis pas neutre ! Je ne donne pas à la Croix-Rouge américaine, je donne à la Croix-Rouge nord-vietnamienne ! ». On avait trouvé cette forme humanitaire : au lieu d'envoyer de l'argent, envoyer des ambulances pour le Vietnam.

Ca m'a valu aussi de grandes difficultés avec l'ambassade vietnamienne à Paris. La première fois qu'on a offert une ambulance [...], on avait invité la presse – il y avait la télévision américaine, d'ailleurs, qui était là – pour la remise des clés. J'avais reçu l'ambassadeur du Vietnam avant, je lui avait expliqué ce qu'était le Secours populaire et il m'avait dit : « Oui oui, c'est bien ». Alors je fais tout mon jeu sur le caractère humanitaire de notre démarche : l'ambulance, ça représentait la vie, sauver des vies humaines. Et lui, l'ambassadeur, il intervient derrière en disant : « Bon, c'est bien, je remercie le Secours populaire, c'est bien de nous donner des ambulances, mais ce dont on a besoin, c'est des armes ». Il m'a mis tout mon truc en l'air ...».

Conclusion

On voit donc bien comment, dès le premier grand conflit auquel il est confronté, le conglomérat communiste adopte l'humanitaire comme *pratique* (envoi de vivres, vêtements et aide médicale) en complément de formes plus traditionnelles (envoi d'armes et d'argent, soutien par la propagande). Il s'agit avant tout d'accroître l'efficacité de l'action de terrain en secourant les combattants blessés et les victimes civiles, soutien nécessaire à la perdurance de la résistance.

Cette pratique est ensuite reprise par le Secours populaire d'après-guerre, qui lui ajoute progressivement l'*idéologie* humanitaire en s'en tenant à un discours neutre, non partisan et non dénonciateur des causes, ne prônant que l'intervention sur les conséquences. Ce discours de neutralité se diffuse rapidement aux autres actions de l'association (aide aux sinistrés, aux enfants, aux malades, ...) dans un objectif clairement affiché de mue identitaire et d'autonomisation du conglomérat communiste, au service de la croissance la plus large. D'abord mal toléré, ce positionnement payant en termes d'audience et de ressources est finalement accepté par le PCF.

Plus autonome, l'association ne rompt pas pour autant les liens avec le conglomérat : elle choisit souvent ses partenaires dans son réseau identitaire d'appartenance et se porte plus que d'autres au chevet des causes défendues par la gauche. Cette ambiguïté se renforce dans les

années 1980, où la cartographie du SPF épouse pleinement celle du PCF, en creux (mobilisation très faible pour les *boat-people* ou l'Afghanistan) comme en plein (mobilisation très forte pour le Nicaragua et le Salvador, le Cambodge et le Vietnam, les réfugiés sahraouis, le Liban et la Palestine, l'Angola et le Mozambique, l'Éthiopie, etc.). Son identité historique et les convictions politiques de ses principaux dirigeants lui permettent en effet de se voir ouvrir des portes fermées à d'autres, et lui donnent de l'empathie et des appétences pour des terrains délaissés.